



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Trente-troisième réunion du Comité d'experts

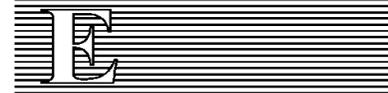


UNION AFRICAINE

Neuvième réunion du Comité d'experts

Réunion du Comité d'experts de la septième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine

Abuja (Nigéria)
25-28 mars 2014



Distr. générale

E/ECA/COE/33/2
AU/CAMEF/EXP/2(IX)
27 février 2014

Français
Original : anglais

Aperçu de l'évolution récente de la situation économique et sociale en Afrique

***Thème: L'industrialisation au service du développement
inclusif et de la transformation en Afrique***

A. Introduction

1. Les taux de croissance se sont ralentis passant de 5,4 % en 2012 à 4 %, environ en 2013, ce qui est toujours près du double de la moyenne mondiale, mais légèrement moins que la moyenne des pays en développement. L'amélioration des résultats à l'exportation entamée en 2011 se poursuit en termes absolus, grâce à l'augmentation des exportations de produits de base et à la diversification des partenaires, si bien que la faible diversification des produits et la forte dépendance à l'égard des produits de base demeurent de grands obstacles au commerce extérieur du continent. Les échanges intra-africains restent faibles, principalement en raison de l'augmentation du coût des transactions, exacerbée par l'inefficacité des procédures douanières et administratives.

2. En dépit de l'amélioration des résultats à l'exportation et d'une croissance toujours assez forte, le déficit de financement de l'Afrique demeure considérable, dans une situation où le ralentissement de l'économie mondiale et un assainissement plus poussé des finances publiques dans bon nombre de pays donateurs ne manqueront pas d'influer sur l'aide publique au développement à destination du continent. La transformation économique de l'Afrique doit donc de plus en plus s'appuyer sur des sources de financement intérieures et les pays africains se doivent d'élaborer des approches innovantes du financement du développement provenant de sources intérieures comme extérieures.

3. Les perspectives à moyen terme de l'Afrique sont prometteuses, soutenues par des cours relativement élevés des produits de base, une demande intérieure croissante, l'allègement des contraintes qui pèsent sur l'infrastructure, un resserrement encore plus fort des liens en matière de commerce et d'investissement avec les économies émergentes et l'amélioration de l'environnement économique mondial et des environnements commerciaux régionaux. Cela dit, les perspectives de croissance à moyen terme du continent courent toujours plusieurs risques d'aggravation, notamment des événements néfastes survenant de façon imprévue dans l'économie mondiale, les chocs extérieurs dus aux variations des conditions météorologiques ainsi que l'instabilité politique et les troubles civils dans certains pays.

4. Pour traduire la croissance économique rapide en développement inclusif soutenu, l'Afrique doit mener à bien des stratégies de développement qui favorisent la diversification économique, permettent de créer des emplois et de réduire les inégalités et la pauvreté ainsi que de relancer l'accès aux services de base.

B. Évolution de l'économie mondiale et répercussions sur l'Afrique

5. La croissance économique mondiale est tombée à 2,1 % en 2013, mais devrait rebondir à 3 % en 2014 et à 3,3 % en 2015¹, en raison d'un regain d'activité économique aux États-Unis d'Amérique et dans la zone euro, et aussi d'une croissance qui se stabilise dans la plupart des économies émergentes, en particulier la Chine.

6. L'économie de l'Union européenne a vu sa croissance baisser de 0,1 % en 2013, mais elle devrait croître de 1,4 % en 2014 grâce à l'augmentation des exportations et à la confiance des entreprises. La croissance économique a également diminué et atteint 1,6 % en 2013 aux États-Unis d'Amérique, largement en raison du rééquilibrage budgétaire et de la diminution des dépenses (amputation) des crédits d'un certain pourcentage, des acrobaties à propos du budget du gouvernement, de la réduction de l'investissement lié aux affaires et à l'esprit d'entreprise, et de la lenteur de la reprise du marché de l'emploi. La première économie du monde devrait enregistrer une

¹ ONU-DAES.

croissance de 2,5 % en 2014², soutenue par une reprise de la consommation privée, le redressement du secteur immobilier, des conditions monétaires favorables et le desserrement de l'équilibre budgétaire.

7. L'économie du Japon a enregistré une croissance de 1,9 % en 2013, sous l'effet des programmes de relance budgétaire visant à améliorer l'infrastructure publique ainsi que de l'assouplissement quantitatif et qualitatif de la politique monétaire, mais la croissance devrait revenir à 1,5 % en 2014 avec l'introduction d'une taxe à la consommation et la mise en œuvre de programmes de relance.

8. L'expansion en Asie de l'Est et du Sud s'est ralentie pour s'établir à 5,6 % en 2013, principalement en raison de la diminution des exportations provoquée par le ralentissement marginal de l'économie chinoise descendue à 7,7 %, phénomène qui devrait se poursuivre en 2014, baissant à 7,5 % (en dépit de la récente reprise des exportations et de la production industrielle). Le taux de croissance de l'économie indienne est revenu à 4,8 % en 2013, à cause d'une inversion des flux de capitaux et de la dépréciation du taux de change, bien qu'il soit prévu que cette croissance revienne à sa trajectoire potentielle de 5,3 % en 2014 sous l'effet de l'accroissement des investissements et des réformes structurelles appuyées par l'État.

9. La croissance de l'Asie occidentale a régressé légèrement de 3,2 % en 2012 à 3,7 % en 2013, la stabilité politique et les troubles sociaux, surtout en Irak, en République arabe syrienne et au Liban y ayant contribué pour beaucoup. Les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes ont crû de 2,6 % en 2013, ce qui traduit l'essoufflement de la demande extérieure, les cours bas des prix des produits de base et la dégradation de la situation intérieure (ONU-DAES, 2014).

10. Le taux de chômage mondial a été estimé à 6 % en 2013 et le nombre de chômeurs devrait passer de 202 millions en 2013 à 205 millions en 2014 étant donné que la modération des flux de capitaux privés et l'austérité budgétaire continuent de restreindre les investissements et la création d'emplois (OIT, 2013a). Le taux de chômage mondial des jeunes demeure élevé et il devrait stagner à environ 12,8 % jusqu'en 2016 car la reprise de la croissance mondiale ne suffira pas pour réactiver les marchés du travail déprimés.³

11. L'inflation mondiale était de 2,5 % en 2013, contre 2,9 % en 2012, en raison principalement des grands écarts de production enregistrés dans la plupart des pays, de l'affaiblissement des cours mondiaux des produits de base ainsi que d'une piètre demande provenant des principaux marchés émergents (ONU-DAES, 2014). Selon les projections, ce taux passera à 2,7 % en 2014, avec la reprise prévue de l'activité économique, bien que les politiques monétaires et budgétaires prudentes appliquées dans nombre de pays devraient le freiner.

12. L'indice de l'ensemble des prix des produits de base du Fonds monétaire international a été instable en 2013 et a atteint son maximum annuel de 191 en février avant de baisser progressivement pour s'établir à 184 en décembre, en raison de la faiblesse de la demande mondiale et de la décélération de l'activité économique au sein des pays émergents et des pays développés. En 2014, les cours mondiaux des produits de base devraient peu varier, ne subissant presque pas l'effet de la croissance, bien que les contraintes de l'offre puissent exercer des pressions à la hausse.

² ONU-DAES.

³ Toutefois, les estimations préliminaires pour le PIB des États-Unis montrent une croissance annualisée de 3,2 % pour le quatrième trimestre de 2013, un chiffre plus élevé que l'estimation initiale, ce qui pourrait conduire à un taux de croissance annuel relativement plus élevé et à des estimations aussi plus élevées pour 2013 et 2014 respectivement (ONU-DAES, février 2014, Note d'information mensuelle)

13. En 2013, les exportations mondiales n'ont progressé que de 2,3 %, contre 3,1% en 2012 car la demande d'importation émanant des principaux pays développés s'était fortement contractée. Les flux d'investissement direct (FID) étranger mondial se sont stabilisés en 2013 aux alentours de 2,3 % du PIB mondial et devraient passer à 2,4 % en 2014.

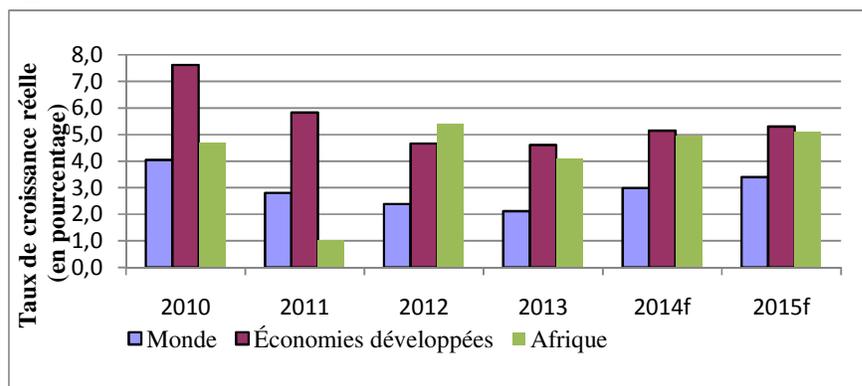
14. Au nombre des principaux risques qui planent sur l'économie mondiale figurent la poursuite du rééquilibrage budgétaire et des programmes d'austérité dans les pays développés, la demande mondiale en baisse, la turbulence des marchés financiers et la timide croissance dans la zone euro.

C. Résultats économiques de l'Afrique en 2013

1. Le potentiel de croissance de l'Afrique

15. Le potentiel de croissance de l'Afrique demeure largement inexploité. Le taux de croissance du PIB du continent s'est ralenti pour revenir de 5,7 % en 2012 à 4 % en 2013, contre une moyenne de 4,6 % pour les économies des pays en développement (figure 1). Le ralentissement a été principalement dû à l'affaiblissement de la demande mondiale à la suite de la crise financière et de la crise de la dette qui ont sévi dans la zone euro, de la croissance atone dans certains pays émergents ainsi que de l'instabilité politique et des troubles civils qui ont éclaté dans plusieurs grands pays producteurs de matières premières, en particulier en Afrique centrale et en Afrique du Nord.

Figure 1: Croissance du PIB, 2010-2014

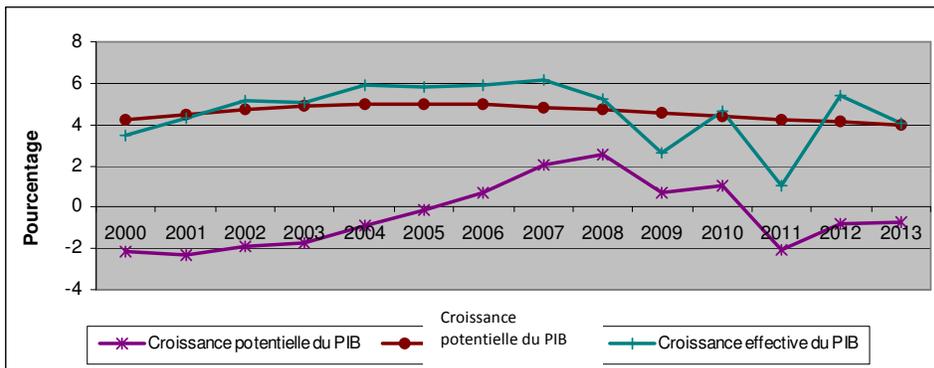


Source: ONU-DAES (2014).

16. La croissance en Afrique a continué de bénéficier des cours relativement élevés des produits de base, de l'intensification des liens commerciaux et en matière d'investissement avec les économies émergentes, du renforcement de la demande intérieure soutenue par de nouveaux consommateurs urbains disposant de revenus en hausse, ainsi que des dépenses publiques consacrées à l'infrastructure. La croissance du continent en 2013 a également été soutenue par une augmentation de la production agricole suite à des conditions climatiques favorables dans la plupart des pays de la région.

17. Cela dit, toutefois, l'écart de production de l'Afrique – la différence entre la production effective et la production réelle en pourcentage de la production potentielle, estimée au moyen du filtre de Hodrick-Prescott – a été en général négative pendant la période 2000-2013, ce qui signifie que les pays africains ont eu des résultats insuffisants (figure 2).

Figure 2: Écart de production de l'Afrique, 2000-2013



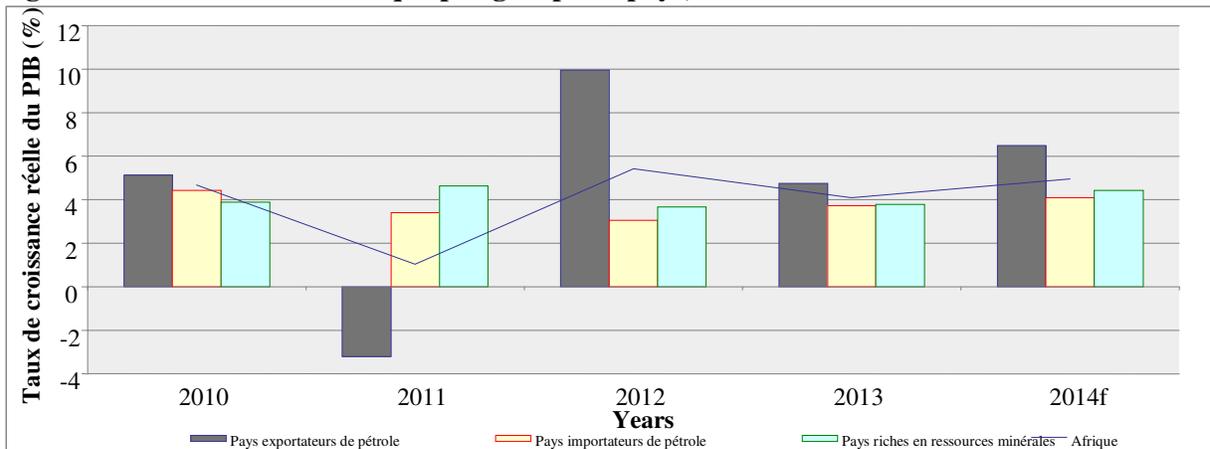
Source: Calculs inspirés de ONU-DAES (2014).

18. Pendant la période 2009-2013, les économies africaines ont progressé au rythme de 3,6 % par an, en deçà du potentiel du continent d'environ 4,2 % pendant la même période. Cet écart démontre l'existence d'une capacité de réserve dans le continent, ce qui signifie que la croissance peut être stimulée au moyen de politiques de relance de la demande globale et du commerce au sein de l'Afrique et entre l'Afrique et le reste du monde.

2. Croissance plus forte dans les pays riches en pétrole et en minéraux

19. En 2013, bien que la croissance du PIB fût relativement forte partout en Afrique, des écarts ont été constatés entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole (figure 3).

Figure 3 : Croissance de l'Afrique par groupe de pays, 2010-2014



Source : ONU-DAES (2014).

20. Dans les pays africains exportateurs de pétrole, la croissance est passée de 9,9 % en 2012 à 4,7 % en 2013. Le redressement est à l'origine de la croissance inhabituellement forte enregistrée en 2012 alors que la baisse de 2013 était attribuable principalement, en plus d'une base de référence élevée, à une demande atone combinée aux perturbations de la production pétrolière et aux troubles politiques survenus dans certains grands pays producteurs de pétrole comme la Libye. Les économies des pays importateurs de pétrole ont enregistré une croissance de 3,7 % en 2013 contre

3,1 % en 2012 alors que les pays riches en ressources minérales ont affiché une croissance de 3,8 % en 2013 contre 3,7 % en 2012.

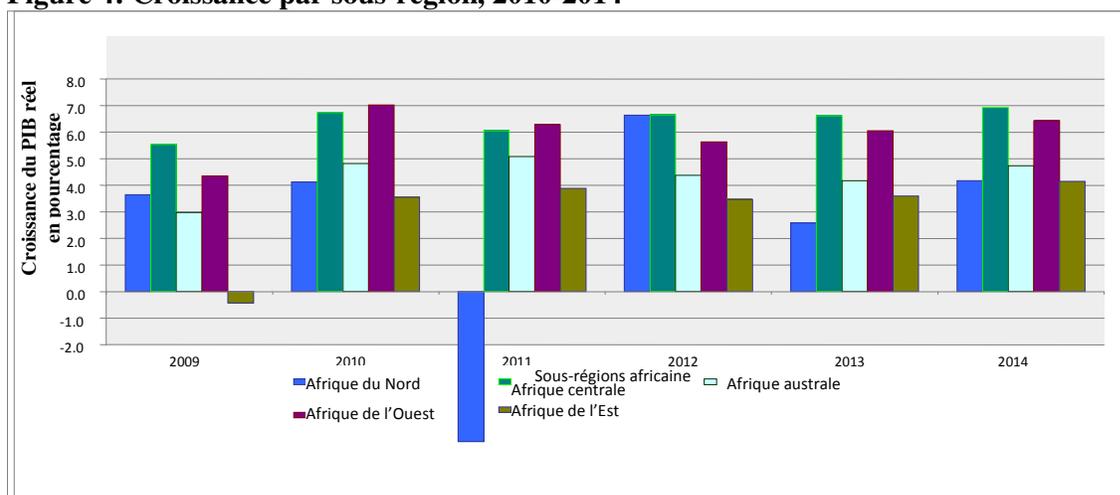
21. La croissance devrait s'accélérer dans les pays exportateurs de pétrole et passer à 6,5 % en 2014 puis légèrement fléchir pour revenir à 5,9 % en 2015 alors que dans les pays riches en ressources minérales elle devrait s'accélérer et passer à 4,4 % en 2014 puis à 4,7 % en 2015 à mesure que des pays comme l'Égypte la Libye et le Mali retrouveront la stabilité. Le redressement prévu est également le résultat des investissements effectués et de la production enregistrée sur des site miniers nouveaux, par exemple en Angola (charbon), au Botswana (cuivre, charbon et diamant), au Ghana et au Libéria (or), en Namibie (uranium et diamant), en Sierra Leone (minerai de fer et diamant) et en Zambie (cuivre). Les pays importateurs de pétrole devraient également enregistrer une forte croissance de 4,1 % en 2014 puis de 4,3 % en 2015, entraînée principalement par une forte croissance des services et de l'agriculture (à supposer que les conditions météorologiques soient favorables).

3. Résultats de la croissance niveau sous régional

22. La croissance a été variable d'une sous-région à l'autre en 2013, davantage qu'en 2012, mais est restée convenable partout (figure 4).

23. L'Afrique de l'Ouest vient en tête, avec un taux de croissance inchangée de 6,6 % en 2013. La croissance de la plus importante économie de la sous-région, le Nigéria, est restée inchangée, à 6,5 % en 2013, alors que l'augmentation de la demande intérieure semble avoir compensé la baisse de la production pétrolière et le fléchissement des prix du pétrole. Les investissements effectués dans le secteur pétrolier et minier ont soutenu la croissance au Niger, qui affiche un taux de 5,7 %. La Côte d'Ivoire a enregistré un taux de 8,8 %, la croissance étant soutenue par d'importants projets d'infrastructures qui dénotent un environnement politique plus stable, un climat d'investissements plus favorable et des dépenses en capital plus importantes de la part du gouvernement. Au Ghana, la croissance est restée forte (8,0 %), en raison d'une plus forte production pétrolière. La production de minerai de fer est restée le principal moteur de la croissance au Libéria et en Sierra Leone qui ont affiché des taux de croissance élevés, respectivement de 7,4 et de 14,5 %.

Figure 4: Croissance par sous-région, 2010-2014



Source: ONU-DAES, 2014.

24. La croissance de l'Afrique de l'Est est restée robuste mais le taux inchangé à 6 % en 2013. Au Kenya, il est passé de 5 % en 2012 à 4,6 % en 2013, principalement du fait de l'accroissement des dépenses de consommation. L'économie de la République Unie de Tanzanie a enregistré un taux de 7,2 % en 2013, en raison essentiellement de l'augmentation de la consommation privée et de l'investissement dans le gaz naturel. L'Ouganda a enregistré un taux de 5,8 % en 2013 contre 4,4 % en 2012, traduisant une plus grande activité dans la construction, les transports, les télécommunications et les services financiers, ainsi que des investissements dans l'exploration et la construction d'une industrie pétrolière en plein essor. Le développement des secteurs de l'agriculture et des services est l'un des principaux facteurs de la croissance de 6,9 % enregistrée par l'Éthiopie en 2013. La croissance est restée forte au Rwanda (7,4 %) et en Érythrée (6 %) et moindre aux Seychelles (3,2 %).

25. La croissance de l'Afrique centrale s'est ralentie, passant de 5,8 % en 2012 à 4,2 % en 2013, principalement à cause de l'instabilité politique et de la violence, en particulier en République Centrafricaine, où la croissance de l'économie s'est contractée de 8,9 % en 2012 à 4,9 % en 2013. La production pétrolière explique la forte croissance enregistrée au Cameroun (5 %), en République du Congo (6 %), au Gabon (5,5 %), en Guinée équatoriale (4,8 %) en 2013. Le recul de la production sur certains grands champs pétroliers du Tchad arrivant à maturation a ramené la croissance de 5,9 % en 2012 à 4,5 % en 2013.

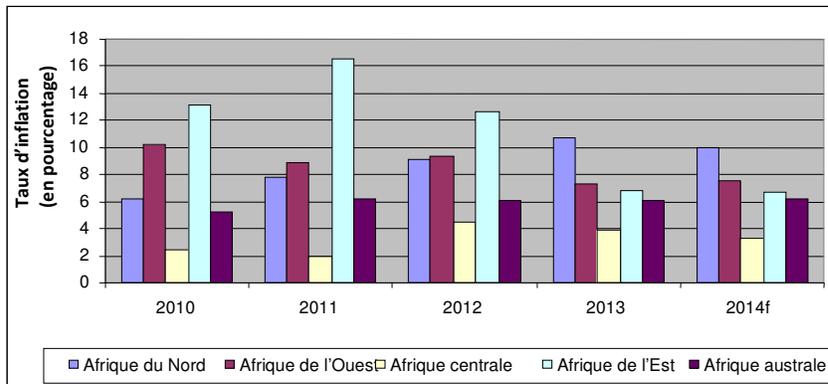
26. La croissance de l'Afrique australe a légèrement évolué de 3,5 % en 2012 à 3,6 % en 2013, sous l'effet d'un investissement accru dans le secteur minier de la sous-région. La reprise enregistrée en Afrique du Sud (2,7 % en 2013 contre 2,5 % en 2012), a été marginale, en partie à cause de l'agitation sociale dans le secteur minier et du ralentissement économique dans les principaux marchés émergents, principale destination des exportations du pays. La Zambie, qui a vu un accroissement de la production de cuivre et des dépenses de consommation, a enregistré la croissance la plus forte de la sous-région (7,7 %), suivie de l'Angola (6,8 %), reposant fortement, comme par le passé, sur la production pétrolière. Au Mozambique, la croissance est tombée à 6,5 % en 2013 contre 7,4 % en 2012, essentiellement à cause des inondations survenues au début de l'année, qui ont perturbé l'agriculture, la production d'électricité et la production de charbon.

27. L'instabilité politique et la désorganisation de la production pétrolière ont sapé la croissance en Afrique du Nord – en particulier en Égypte, en Libye et en Tunisie – ramenant le taux à 2,3 % contre 7,2 % en 2012. La Mauritanie a enregistré la plus forte croissance avec un taux de 6,1 % en 2013 contre 7,4 % en 2012, reflétant essentiellement un accroissement de l'investissement dans les secteurs pétrolier et minier. Cependant, au Maroc, la croissance est passée à 4,6 % en 2013 par rapport à 2,7 % en 2012, entraînée par une forte demande intérieure et par une amélioration des résultats agricoles. L'accroissement de la production pétrolière et la poursuite d'une politique budgétaire expansionniste ont permis à l'Algérie d'enregistrer une croissance de 3 %. La croissance a continué de faiblir en Égypte car la demande globale, en particulier l'investissement, et les recettes touristiques ont chuté en raison de l'incertitude politique. En Libye, l'instabilité a nui à la production et aux exportations pétrolières, ramenant le taux de croissance à -3,0 % (après la forte reprise de l'année précédente). Le Soudan, qui s'efforce d'absorber le choc de la perte de pétrole et de population au profit du Soudan du Sud, a retrouvé la croissance (2 %) après le recul de 2012 (4 %), sous l'effet du développement des services, de l'agriculture et de la manufacture.

4. Atténuation des pressions inflationnistes sur fond de politiques d'austérité monétaire dans la plupart des pays

28. L'inflation sur le continent a chuté de 8,2 % en 2012 à 8 % en 2013 et devrait baisser davantage pour atteindre à 7,8 % en 2014. Les facteurs en jeu englobent la modération des prix internationaux des produits alimentaires et des combustibles de même que les politiques d'austérité monétaire appliquées dans la plupart des pays africains (figure 5).

Figure 5 : Taux d'inflation par sous-région, 2010 - 2014

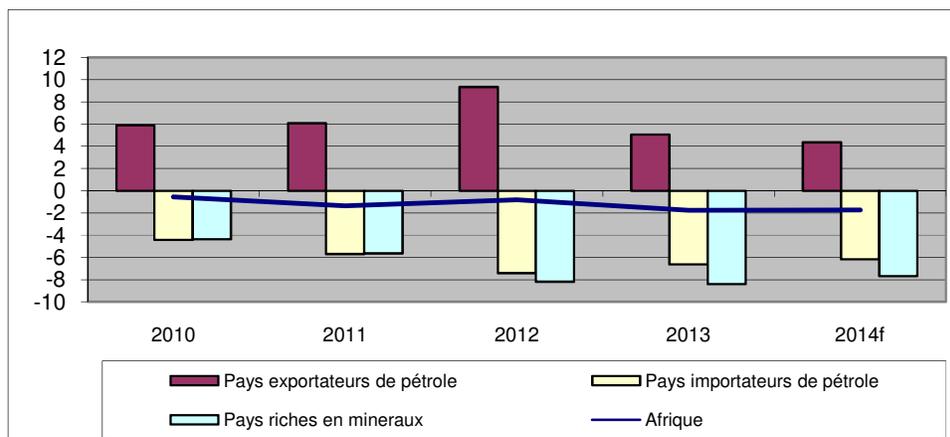


Source: ONU-DAES, 2014.

5. Résultats extérieurs contrastés selon la dotation en ressources

29. Le déficit du compte courant de l'Afrique s'est creusé pour passer de 0,8 % du PIB en 2012 à 1,8 % en 2013, mais devrait légèrement se contracter pour s'établir à 1,7 % en 2014 (figure 6). Dans les pays exportateurs de pétrole, les balances extérieures semblent rester positives, même si elles sont en diminution, mais elles sont négatives et se réduisent dans les pays importateurs de pétrole et les pays riches en minéraux.

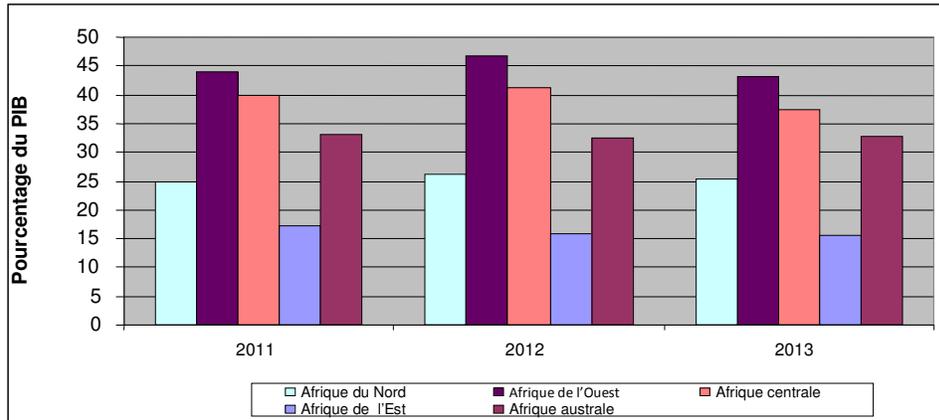
Figure 6: Balance des paiements courants par groupement économique, 2010-2014 (en pourcentage du PIB)



Source: Calculs inspirés de l'EIU (2013).

30. Les exportations de l'Afrique devraient encore diminué et atteindre 27,5 % du PIB en 2014, dans toutes les sous-régions à l'exception de l'Afrique de l'Est (figure 7). Dans cette partie de l'Afrique, on a constaté une légère progression en raison de l'augmentation des exportations non traditionnelles telles que la floriculture et les services, en particulier en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie.

Figure 7 : Exportations totales par sous-région, 2011-2013



Source: Calculs inspirés de l'EIU (2013).

D. Faits survenus récemment dans le commerce africain

1. Diversification des exportations africaines

31. Si l'Afrique veut relancer son commerce et maintenir la croissance du PIB, elle doit diversifier ses exportateurs. Bien qu'elles soient restées en général en hausse en valeur absolue, les exportations africaines ont subi des baisses en 2013 par rapport à la production globale si et bien que le volume du commerce de marchandises africain ait progressé plus vite que celui des pays extérieurs au continent de 2011 à 2012, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales est toujours faible. En 2012, le continent représentait seulement 3,3 % des exportations mondiales de marchandises (UNCTADStat, 2013), contre 4,9 % pendant la période 1970-1979, bien que cette part soit légèrement supérieure à celle de 2,8 % enregistrée durant la période 2000-2010 (CNUCED, 2013). La part du continent dans les importations mondiales a connu un recul similaire.

32. Bien que le commerce entre l'Afrique et ses partenaires traditionnels (Union européenne et États-Unis) ait continué de s'accroître ces dernières années en valeur absolue, l'Afrique diversifie actuellement les sources de ses importations et les destinations de ses exportations en faveur des pays en développement. Entre 2000 et 2012, la part du continent dans les exportations mondiales totales à destination des pays en développement est passée de 2,6 % à 3,8 %. Après 2009, le group de pays BRICS est devenu le deuxième partenaire commercial le plus important (après l'Union européenne) pour l'Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Sud (CEA, 2013c).

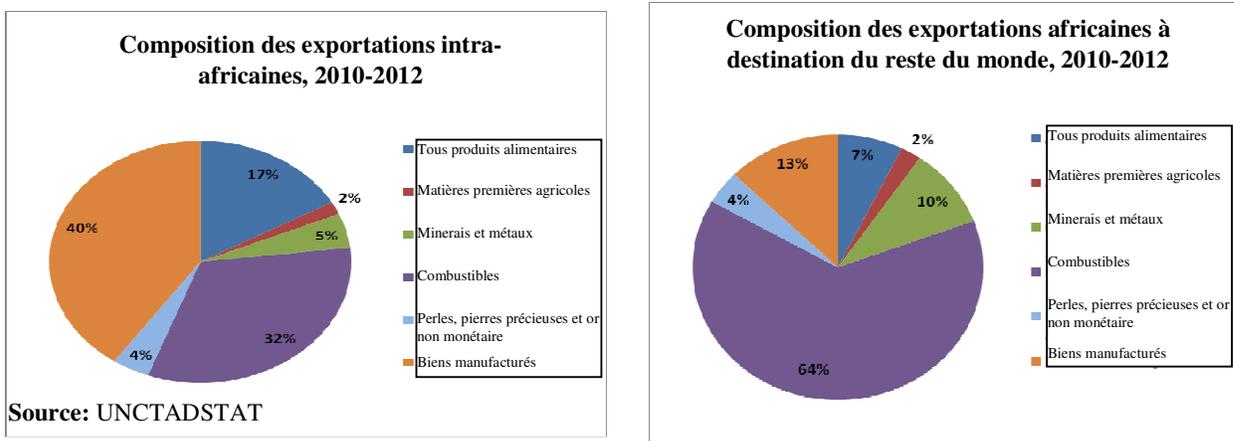
2. Le commerce intra-africain

33. Le commerce de marchandises formel intra-africain progresse mais le commerce informel demeure important. Le commerce intra-africain (importations et exportations) est passé de 67,7 milliards de dollars en 2011 à 73,7 milliards de dollars en 2012 (CNUCED, 2013). En 2012, le commerce intra-africain représentait 11,5 % du commerce total de l'Afrique. Entre 1996 et 2011, le

commerce de l’Afrique avec le reste du monde a progressé au rythme de 12 %, plus vite que celui du commerce africain, qui est de 8,2 %. Cette situation s’explique essentiellement par les cours élevés des produits de base, puisque le commerce de l’Afrique avec le reste du monde est biaisé en faveur des produits primaires (dominés par les minéraux, le pétrole et les ouvrages en métaux) (figure 8), contrairement au commerce intra-africain (CNUCED, 2013).

34. Même s’il n’est pas enregistré dans les données susmentionnées, le commerce transfrontalier intra-africain du secteur informel est néanmoins important représentant 30 à 40 % du commerce total au sein de la SADC. En Afrique de l’Ouest, le secteur informel constitue une grande proportion du PIB dans certains pays (les estimations oscillant entre 20 et 90 % (CEA, BAD, CUA, 2010). Il faudrait donc envisager des stratégies tendant à enregistrer les agents du secteur informel – dans le commerce et d’autres secteurs – dans le secteur structuré.

Figure 8: Composition des exportations africaines



Source: CNUCED, 2013, site consulté le 6 septembre 2013.

3. Commerce des services

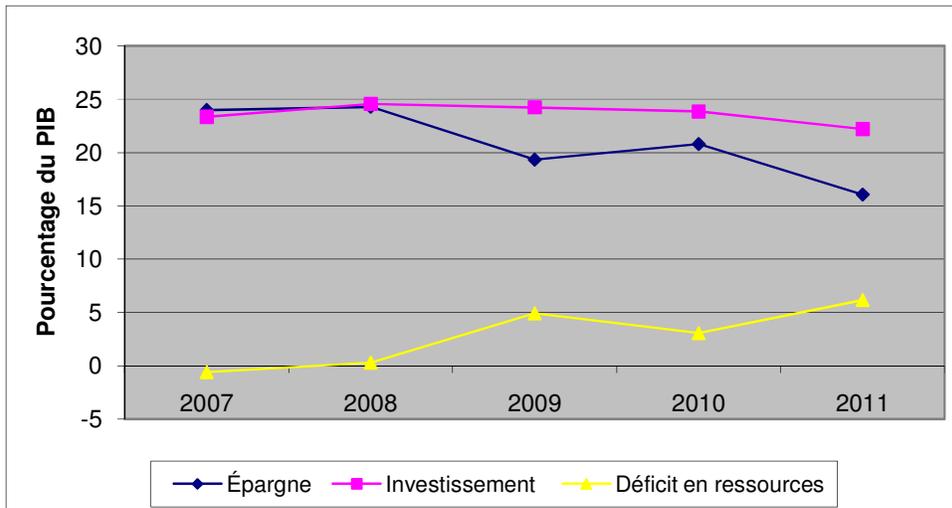
35. L’augmentation rapide du commerce mondial des services ces 30 dernières années s’est aussi manifestée en Afrique. Les services sont le secteur qui croît le plus rapidement dans l’économie mondiale, représentant un cinquième des échanges mondiaux et les trois quarts de la production mondiale ; les exportations de services commerciaux de l’Afrique à destination du monde ont plus que doublé ces dix dernières années (OMC, 2013).

E. Approches inexploitées s’agissant de combler le déficit de financement de l’Afrique

1. Investissements en Afrique

36. L’augmentation des ressources financières à la fois intérieures et extérieures est essentielle à l’industrialisation de l’Afrique dont le déficit de financement demeure considérable, se situant à environ 6 % du PIB en 2011, et ayant un taux d’épargne intérieure brut constamment inférieur au taux d’investissement intérieur brut depuis 2008 (figure 9).

Figure 9: Déficit de financement intérieur de l'Afrique, 2007-2011



Source: graphique inspiré de la Banque mondiale (2013).

37. Les flux d'IED à destination de l'Afrique n'ont cessé d'augmenter au cours des quelques dernières années, passant de 20 milliards de dollars en 2001 à 50 milliards de dollars en 2012, soit un accroissement de 5 % par rapport à l'année précédente. Bien que ces apports soient concentrés dans les industries extractives, il y a de plus en plus d'exemples de réussite d'investissements orientés vers la recherche de marchés, en particulier dans le secteur manufacturier, qui ne sont pas directement liés à ces industries.

38. Étant donné que depuis 2010, les envois de fonds de la diaspora sont devenus la principale source de financement extérieur de l'Afrique, avec des entrées estimées à 62,5 milliards de dollars en 2012, contre seulement 13,5 milliards de dollars en 2001. À 12,4 % de frais par transaction en 2012 (Banque mondiale, 2013), l'Afrique demeure la région la plus chère pour l'envoi de fonds. Si ce coût peut être ramené à environ 5 % – objectif fixé par le Groupe des huit et le Groupe des 20 pour 2014 – les Africains pourraient épargner jusqu'à 4 milliards de dollars par an (Banque mondiale et Commission européenne, 2013).

39. Le montant total de l'aide officielle au développement à destination de l'Afrique est passé de 51,3 milliards de dollars en 2011 à 56,1 milliards de dollars en 2012 malgré la crise financière mondiale persistante et la tourmente dans la zone euro qui a amené plusieurs donateurs à resserrer leur budget consacré à l'aide. Une bonne partie de cette assistance à destination de la région (40 % des engagements en 2011) était destinée à l'infrastructure sociale (secteurs de la santé et de l'éducation), avec seulement 2 % pour l'industrie, le secteur minier et la construction.

40. Étant donné que l'épargne intérieure et les flux de capitaux extérieurs sont souvent restés en deçà des niveaux requis pour combler le déficit de financement, nombre de pays africains ont eu recours à l'endettement extérieur pour financer les investissements intérieurs. En conséquence, la part de la dette extérieure en proportion du PIB a continué d'augmenter, passant de 22,7 % en 2010 à 24 % en 2013.

41. Bien que les recettes fiscales soient la plus grande source de ressources intérieures en Afrique, les impôts recouvrés en part du PIB n'ont augmenté que de façon marginale, passant de 26,6 % en 2009 à 27 % en 2011. Qui pis est, plusieurs pays, notamment l'Éthiopie, le Libéria, le Nigéria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan, ont des

coefficients fiscaux inférieurs à 10 %. Les défis de l'expansion et de l'exploitation de la base d'imposition sont toujours omniprésents dans la plupart des pays africains (AEO, 2013)

2. Sources de financement à l'appui de la croissance et de la transformation de l'Afrique

42. Le financement de l'industrialisation et de la transformation économique de l'Afrique doit de plus en plus reposer sur les ressources publiques et privées intérieures (CEA, CUA, 2013) et pour qu'il en soit ainsi, l'Afrique doit explorer des approches inexploitées de la mobilisation de capitaux pour financer son programme de développement. Outre les sources intérieures traditionnelles de financement telles que les impôts et les prélèvements ainsi que l'épargne privée l'Afrique se doit d'adopter un ensemble plus large et plus diversifié d'instruments et de mécanismes ainsi que de produits financiers et de créer un environnement porteur afin de mobiliser les ressources provenant de sources non traditionnelles. De nouvelles approches du financement du développement s'articulent sur les fonds souverains, les fonds de pension, les plans d'épargne des compagnies d'assurances, les fonds d'actifs privés, les obligations émises à l'intention de la diaspora et les obligations souveraines, les envois de fonds, les partenariats public-privé (PPP) – de même que la réduction des flux financiers illicites.

F. Nécessité d'adopter des politiques de transformation pour assurer une croissance inclusive

43. L'Afrique progresse sur certaines questions importantes de développement social mais trop tard pour réaliser ces objectifs de développement social, notamment les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

1. Certains indicateurs sociaux clefs s'améliorent

44. L'Afrique continue de faire des progrès constants afin d'apporter des solutions à des grands problèmes socioéconomiques. Dans de nombreux pays, l'incidence de l'extrême pauvreté est à la baisse. Fréquenter l'école primaire est en train de devenir la norme, la plupart des pays ayant atteint la scolarisation primaire universelle (plus de 90 %). Près de la moitié des pays africains ont réalisé la parité entre filles et garçons à l'école primaire. Sur le plan politique, 20 % des sièges dans les parlements nationaux africains sont désormais occupés par des femmes, un chiffre dépassé seulement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le domaine de la santé a également enregistré des gains importants: entre 1990 et 2011, la mortalité des moins de cinq ans est passée de 146 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 90 décès en 2011, soit une diminution de 38 %. De même, entre 1990 et 2010, le taux de mortalité maternelle est passé de 745 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 429 en 2010, soit une diminution de 42 %. D'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne le VIH/sida : la prévalence du VIH/sida chez les adultes est passée de 5,9 % en 2001 à 4,9 % en 2011, les décès liés au VIH/sida ont chuté de 32 % entre 2005 et 2011 et les nouvelles infections chez les enfants ont également chuté de 52 % en 2001-2012, ce qui reflète largement les effets de l'application à plus grande échelle de la thérapie antirétrovirale.

2. La pauvreté reste élevée et l'accès aux services sociaux insuffisant

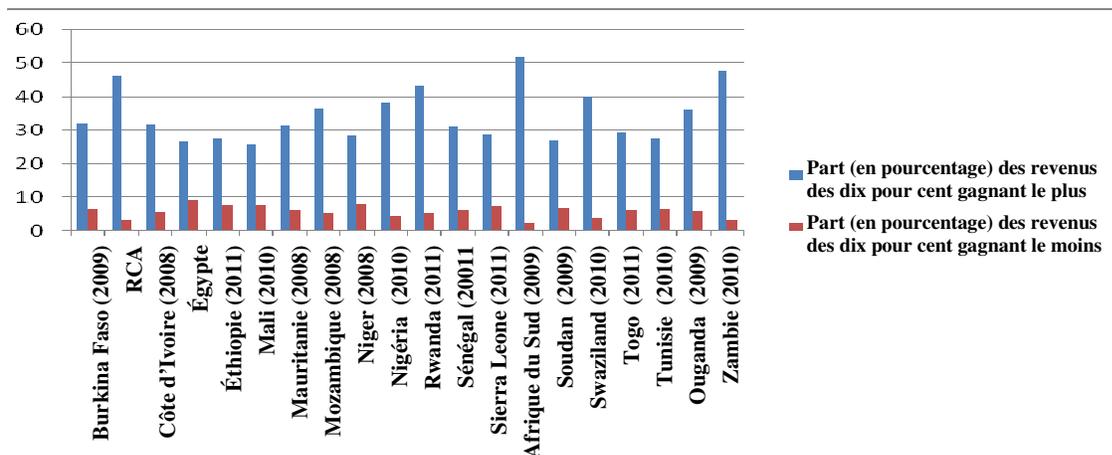
45. Pourtant, le continent n'est toujours pas près d'atteindre les cibles de la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement. Près de la moitié des Africains, soit 48 %, vivent dans une extrême pauvreté et 72 % de la population de jeunes vivent avec moins de deux dollars par jour. Au Burundi, en Éthiopie, au Nigéria, en Ouganda et en Zambie, le taux de jeunes pauvres est supérieur à 80 % (Mubila 2012). L'insuffisance pondérale vient juste après celle de l'Asie du Sud (Nations

Unies, 2013). Alors que le monde dans l'ensemble est en bonne voie d'atteindre l'objectif de la proportion de la population utilisant des sources d'eau de boisson améliorée, ce n'est pas le cas pour l'Afrique, et le continent compte aujourd'hui plus de 40 % de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable. En outre, la plupart des pays du continent ne sont pas en passe d'atteindre la cible de l'amélioration des infrastructures d'assainissement ; la couverture a légèrement augmenté, seulement 4 points de pourcentage au cours de la période 1990 à 2010, les disparités étant importantes entre zones rurales et zones urbaines.

3. Les inégalités compromettent les efforts visant à réduire la pauvreté

46. L'incidence insignifiante de la croissance sur les moyens de subsistance et l'accès aux services sociaux a aggravé les inégalités entre hommes et femmes, les inégalités de revenu et les écarts entre populations urbaines et rurales, entraînant une recrudescence de la pauvreté dans de nombreux pays africains (figure 10), où les 20 % les plus pauvres de la population représentent moins de 10 % du revenu total de leur pays, tandis que les 10 % les plus riches contrôlent entre le quart et la moitié de ce revenu total.

Figure 10 : Répartition des revenus entre les plus riches et les plus pauvres



Source : Indicateurs de développement dans le monde de la base de données de la Banque mondiale novembre 2013.

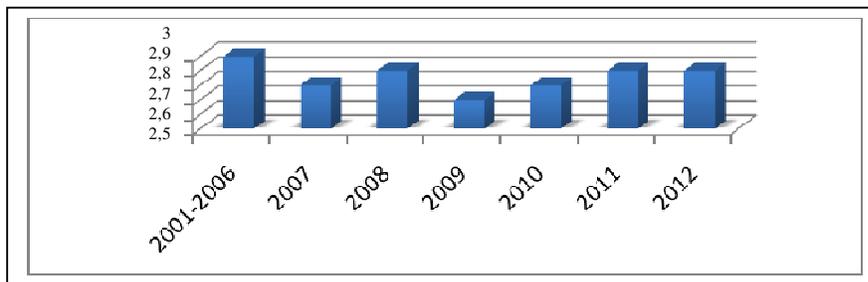
47. Le coefficient de Gini pour l'Afrique, une mesure de l'inégalité des revenus – était de 44,2 en 2008, classant l'Afrique au deuxième rang régional après l'Amérique latine et les Caraïbes (Ortiz et Cummins, 2011). Une augmentation de 1 % de l'inégalité augmente la pauvreté de 2,16 % en Afrique où les inégalités entre les sexes persistent. Dans des pays comme l'Algérie, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie, les femmes touchent un salaire seulement égal à moins de la moitié de celui des hommes pour un travail égal.

48. Les écarts entre les sexes et les disparités spatiales concernant l'accès aux services sociaux sont préoccupants : les naissances pour les femmes appartenant au quintile le plus riche ont pratiquement trois fois plus de chance d'être assistées par un professionnel qualifié que pour celles appartenant au quintile le plus pauvre, tandis que 90 % des femmes vivant en zones urbaines bénéficient d'au moins une consultation de soins prénataux pendant leur grossesse contre 71 % dans les zones rurales. Les enfants et les adolescents des ménages les plus pauvres, ont au moins trois fois moins de chances d'être scolarisés que les enfants des ménages les plus riches, et les enfants des ménages les plus pauvres sont deux fois plus susceptibles d'être affectés d'un retard de croissance

que ceux des ménages les plus riches, ce qui conduit à un plus grand nombre d'abandons scolaires (CEA, CUA, BAD, PNUD, 2013). En bref, la lenteur des progrès dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités a sapé les possibilités de développement humain pour de larges segments de la population.

49. Les indicateurs du marché du travail sont toujours positifs après la crise économique et financière mondiale de 2008-2009. La croissance de l'emploi en Afrique (hors Afrique du Nord) s'est maintenue à 2,9 % en 2012 (figure 11) et le ratio emploi/population a atteint 65,1 % la même année, en raison principalement de l'augmentation de la participation des femmes, et seulement en deuxième position après l'Asie de l'Est, avec 69,8 %. En revanche, dans le reste du monde, le ratio emploi/population en 2012 est resté stable à 60,3 % (CEA, CUA, BAD, PNUD, 2013).

Figure 11: Croissance annuelle de l'emploi en Afrique (hors Afrique du Nord) (total en pourcentage)



Source : Inspirée de l'OIT (2013b).

50. L'indicateur pour les travailleurs pauvres (personnes exerçant une activité dont le revenu est en dessous d'un seuil de pauvreté donné) a également maintenu sa tendance positive en Afrique, principalement en raison des politiques de salaire minimum qui, dans certains pays, ont permis aux salaires de s'établir au-dessus du seuil international de pauvreté, ainsi que de l'exploitation des ressources naturelles, ce qui a entraîné une amélioration des conditions d'emploi des personnes (CEA, CUA, BAD, PNUD, 2013; OIT, 2013b). Dans certains pays d'Afrique du Nord, cependant, cet indicateur s'est dégradé car les gouvernements ont accordé un degré de priorité plus élevé à la réduction du chômage.

51. La plupart des Africains sont enfermés dans des emplois vulnérables mal rémunérés et peu productifs. Avec 46,5 % de travailleurs gagnant moins de 1,25 dollar par jour en 2012, le nombre d'emplois vulnérables en Afrique reste obstinément élevé par rapport à d'autres régions (OIT, 2013b). Cette situation est due en grande partie à une main-d'œuvre abondante associée à l'absence de filets de sécurité sociale, ce qui rend difficile pour de nombreux travailleurs peu qualifiés de quitter le marché du travail car ils n'ont pas d'autres moyens de survie (Nations Unies, 2013).

52. Les chiffres sont faussés au détriment des femmes et des jeunes. En 2012, 84,9 % des femmes africaines occupaient un emploi vulnérable, la majorité d'entre elles apportant une contribution au sein de la famille, contre 70,6 % des hommes (CEA, CUA, BAD, PNUD, 2013). Les obstacles culturels et les possibilités économiques limitées poussent encore les femmes à travailler dans le secteur informel et vulnérable.

53. Ces défis touchent particulièrement la jeune génération d'Africains. Le continent a la population la plus jeune du monde, et une population qui a augmenté plus rapidement que partout ailleurs dans le monde. Pourtant, l'emploi formel est inaccessible à la majorité, la plupart étant sous-employés ou travaillant pour leur propre compte dans les secteurs informel ou agricole.

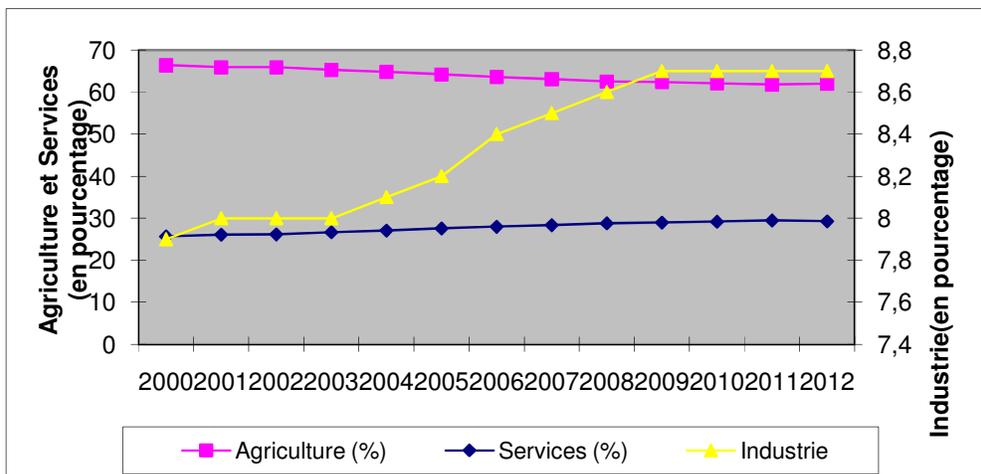
54. Bien que les taux de chômage officiel des jeunes en Afrique (hors Afrique du Nord) soient plus bas que dans la plupart des autres régions, ils sont beaucoup plus élevés que les taux de chômage des adultes : en 2012, les taux ont augmenté respectivement de quelque 12 % et 6 %. Bien que le manque de compétences soit souvent le principal obstacle que rencontrent les jeunes qui tentent d'entrer sur le marché du travail, c'est parfois à la fois le manque d'emplois et l'inadéquation entre les compétences demandées et celles offertes qui constituent la principale source de chômage (BAD, 2012).

4. Les perspectives d'emploi entravées par des gains travail/productivité qui se font attendre

55. La productivité du travail a augmenté en moyenne de 1,6 % en 2000-2011 et de 2,3 % en 2012-2013, mais reste faible par rapport à celle de l'Asie de l'Est où elle a augmenté de 7,5 % pendant la même période. Ce chiffre devrait tomber à un cumulatif de 1,9 % entre 2014 et 2016, principalement en raison de l'insuffisance d'investissements dans le capital humain et financier (OIT, 2013a).

56. Une partie de la croissance de la productivité en Afrique est due à l'évolution du travail qui se déplace de secteurs moins productifs au profit de secteurs plus productifs, en particulier de l'agriculture au profit des services, mais, parallèlement à une faible productivité agricole, les emplois ne se déplacent pas de l'agriculture ou de l'industrie aussi rapidement que prévu. Les services absorbent la plus grande baisse de la part de l'agriculture, laissant l'emploi dans l'industrie quasi stagnant à 8,6 % au cours des 12 dernières années (figure 12), ce qui est de nature à entraver les perspectives économiques et celles de l'emploi, alors que la plupart des emplois dans l'agriculture et les services restent informels, se caractérisant par une faible productivité et de bas salaires, ainsi que de mauvaises conditions de travail.

Figure 12: Part de l'emploi par secteur, en Afrique (hors Afrique du Nord)



Source : Graphique fondé sur des estimations de l'OIT, OIT (2013c).

5. Renforcer le capital humain

57. Un capital humain plus important est essentiel pour l'emploi, la productivité du travail et l'industrialisation. Des emplois décents et la réduction significative de la pauvreté dépendent du succès de la diversification économique qui devrait privilégier des secteurs à forte productivité comme l'industrie manufacturière et les services modernes à une agriculture à faible productivité et aux secteurs informels. Par conséquent, les politiques visant à améliorer l'éducation et la santé devraient faire partie des stratégies de croissance économique et de transformation.

a) Il faut encore améliorer l'éducation

58. Les progrès dans la scolarisation primaire universelle n'ont pas été assortis de gains sur le plan de l'achèvement, qui selon le Rapport des Nations Unies de 2012 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (Nations Unies 2012), se sont stabilisés à 70 % en Afrique au cours des dix dernières années (hors Afrique du Nord), comparés au taux mondial de 90 % (Nations Unies, 2012). De meilleurs niveaux d'éducation sont importants pour que les élèves acquièrent les compétences requises par les employeurs et/ou s'adonnent à des activités techniques et entrepreneuriales indépendantes. Savoir lire et calculer, les principaux éléments d'une bonne éducation primaire, ne suffisent pas pour obtenir un bon emploi – les employeurs veulent être assurés que les jeunes candidats à l'emploi, ont, au-delà de ces compétences de base, la capacité d'utiliser leurs connaissances pour apporter des solutions à des problèmes, prendre des initiatives et communiquer avec les autres, au lieu de simplement se limiter à la routine établie.

59. La fréquentation du premier cycle de l'école secondaire élargit et consolide les compétences de base acquises à l'école primaire ; l'enseignement secondaire supérieur approfondit l'enseignement général et ajoute des compétences techniques et professionnelles. Ni l'un ni l'autre ne sont possibles, cependant, si on ne veille pas à ce que tous les enfants terminent une éducation primaire de qualité, condition préalable à l'acquisition de compétences dont les individus, les sociétés et les économies ont besoin.

60. La scolarisation dans le secondaire – 40 % en Afrique (hors Afrique du Nord) en 2010 – est importante pour que les jeunes acquièrent des compétences qui améliorent les possibilités d'emplois décents par rapport à plus de 90 % dans les pays développés et en Asie du Sud-Est (UNESCO, 2012).

b) L'accès inégal à l'enseignement primaire a des répercussions à vie

61. L'inégalité d'accès à l'enseignement primaire a une forte incidence sur le taux de réussite ainsi que sur l'acquisition de compétences. Les faibles taux d'achèvement sont principalement attribuables à l'incapacité des ménages d'inscrire leurs enfants à l'école à l'âge requis (ils le font souvent lorsque les enfants ont deux ans ou plus que l'âge officiel d'inscription à l'école), ce qui a une incidence sur les taux de réussite alors que la pression des groupes d'enfants plus âgés se fait sentir et que les foyers exigent que les enfants plus âgés se mettent au travail. Ces enfants auront par conséquent plus de chances d'abandonner l'école que ceux qui ont commencé à l'âge normal, une situation que la pauvreté, un mauvais état de santé et nutritionnel, ou le manque de sensibilisation des parents à l'importance d'envoyer les enfants à l'école à temps, ne fait qu'aggraver (UNESCO, 2011).

62. Le nombre et la qualité des enseignants, sérieux obstacle à la réalisation des objectifs d'éducation, sont d'autres facteurs contribuant aux faibles taux d'achèvement. Même avec une augmentation de 59 % de la préparation d'enseignants ayant subi une formation entre 1999 et 2010,

le nombre de nouveaux enseignants nécessaires sur le seul continent africain, pour parvenir à une éducation primaire universelle équitable serait de plus de 2 millions selon les calculs effectués (UNESCO, 2012). Dans de nombreux pays, la proportion d'enseignants formés aux normes nationales est très faible, et souvent ils n'ont pas les connaissances nécessaires des matières ni la capacité de dispenser un enseignement digne de ce nom.

c) Une meilleure santé est essentielle pour un accroissement de la productivité et la transformation économique

63. Une mauvaise santé influe sur la productivité du fait d'une multitude de causes. Dans l'agriculture qui emploie la majeure partie de la population active de l'Afrique, l'absentéisme pour cause de morbidité ou de soins à prodiguer aux malades, parallèlement à la diminution de l'épargne et des actifs lorsqu'il s'agit de maladies infectieuses, est le lien entre santé et productivité. Lorsque la maladie conduit à une incapacité à long terme, le comportement d'aversion au risque devient encore plus évident alors que les ménages vendent des actifs importants et retirent les enfants de l'école. L'aversion au risque comme stratégie d'adaptation est aggravée par la persistance dans le paysage de la politique africaine des frais à déboursier pour les services de santé, ce qui est un facteur important qui conduit les ménages à la pauvreté.

64. En Égypte, en Éthiopie, en Ouganda et au Swaziland, la prévalence du retard de croissance chez les jeunes enfants, tel qu'il se remarque plus tard dans la vie de la population en âge de travailler, est de l'ordre de 40 à 67 %. La perte de productivité du PIB qui en résulte est importante, estimée entre 0,5 % et 3,8 %.

G. Conclusions

65. Bien que solide, la croissance récente de l'Afrique reste en deçà de son potentiel et n'a pas réussi à se traduire par la création significative d'emplois ni par le développement économique et social diversifié nécessaire pour réduire la grande pauvreté et les taux d'inégalité observés dans de nombreux pays. Il est donc indispensable que les pays africains adoptent des stratégies permettant de transformer leurs économies par la création de valeur ajoutée dans le secteur des produits de base et la diversification dans des secteurs créateurs d'emplois à forte productivité, notamment le secteur manufacturier et les services modernes.

66. L'industrie – manufacturière en particulier – a toujours été une source importante d'emplois dans les pays développés et en développement. Pourtant, malgré dix ans de forte croissance de l'Afrique, la contribution du secteur à la production globale et à la croissance du PIB a stagné ou diminué dans la plupart des pays.

67. Inverser cette tendance exige des politiques industrielles conçues dans des cadres de planification à long terme qui traitent des obstacles à la diversification économique et au développement. Pour financer les investissements nécessaires, l'Afrique doit exploiter de nouvelles sources de financement, en particulier des sources nationales innovantes.

68. Une stratégie de croissance et de transformation bien adaptée qui améliore les capacités de production de tous les segments de la population active, réduit généralement les inégalités en favorisant l'égalité des chances d'emploi – et c'est pourquoi les stratégies de transformation économique devraient comporter des politiques visant à promouvoir une éducation et des services de santé de qualité, à même de générer une plus forte productivité et une croissance plus inclusive.

Références bibliographiques

BAD (Groupe de la Banque africaine de développement).2010. « *Infrastructure Deficit and Opportunities in Africa* » Note d'information N°1 (septembre).

[Http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Econ%20Brief_Infrastructure%20Deficit%20and%20Opportunities%20in%20Africa_Vol%201%20Issue%202.pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Econ%20Brief_Infrastructure%20Deficit%20and%20Opportunities%20in%20Africa_Vol%201%20Issue%202.pdf)
Site consulté en janvier 2014.

BAD (2013). Portail de données en ligne de la Banque africaine de développement (site consulté le 15 novembre 2013).

BAD, OCDE, PNUD, CEA (2008). *Perspectives économiques en Afrique 2008: Développement des compétences en Afrique*, OCDE, Paris.

——— (2012). *Perspectives économiques en Afrique 2012: Promouvoir l'emploi des jeunes*. OCDE, Paris.

———(2013). *Perspectives économiques en Afrique 2013: Transformation structurelle et ressources naturelles*. OCDE, Paris.

African Growth Initiative at Brookings et CEA (2013) *AGOA- Une analyse empirique des possibilités pour l'après 2015*. Addis-Abeba.

Banque mondiale (2005). *The Construction of a knowledge based society*, Banque mondiale, Washington DC.

———(2010). *International Trade in Services: New Trends and Opportunities for Developing Countries*. Site consulté en novembre 2013 sur <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2476/555440PUB0Int01EPI1972196101PUBLIC1.pdf?sequence=1>

----- (2013). *Africa's Pulse Report*, disponible sur http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure_Vol7.pdf. Site consulté en novembre 2013.

——— (2013). *Migration and Development Brief No. 21, Migration and Remittance Flows: Recent Trends and Outlook, 2013-2016*. Disponible sur <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief21.pdf>. Site consulté en novembre 2013.

———(2013). *Les indicateurs du développement dans le monde*. Base de données en ligne, site consulté en novembre 2013.

Banque mondiale et Commission européenne (2013) *Send Money Africa Report*, janvier 2013. Disponible sur https://sendmoneyafrica.worldbank.org/sites/default/files/SendMoney_Africa_Remittances_Report_2013.pdf. Site consulté en novembre 2013.

Beck, T. et S.M. Mainbo, I.Faye et T.Triki, 2011. *Financing Africa: Through the Crisis and Beyond*. Banque mondiale, Washington DC.

CEA, BAD, CUA (2010). *Évaluation de l'intégration régionale en Afrique IV : renforcer le commerce intra-africain*. CEA, Addis-Abeba.

CEA, CUA (2013). *Rapport économique sur l'Afrique 2013, Tirer le plus grand profit des produits de base africains—l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique*. CEA, Addis-Abeba.

CEA, CUA, BAD, PNUD (2012). *Rapport sur les OMD 2012 – Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire. Programme de développement postérieur à 2015 envisagé selon la perspective africaine naissante*. CEA, Addis-Abeba.

———(2013). *Rapport sur les OMD 2013 -Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement: sécurité alimentaire en Afrique: enjeux, défis, enseignements*. CEA, Addis-Abeba.

CEA (2011). *Mise en œuvre de partenariats public-privé dans le secteur de l'énergie en Afrique: les défis, les meilleures pratiques et les nouvelles tendances*. CEA, Addis-Abeba.

———(2013a). *La facilitation du commerce d'une perspective africaine*. CEA, Addis-Abeba.

———(2013b). *Rapport sur le commerce international et intra-africain, présenté à la huitième session du Comité sur le commerce, la coopération et l'intégration régionales*. 6-8 février 2013. Addis-Abeba.

———(2013c). *Coopération Afrique-BRICS: Incidences pour la croissance, l'emploi et la transformation structurelle en Afrique*. CEA, Addis-Abeba (Éthiopie).

——— (2013d). *Les actifs privés et leur rôle potentiel sur la croissance économique en Afrique—Démystifier cette catégorie d'actifs à l'intention des décideurs*. CEA, Addis-Abeba.

CEA, CUA, NEPAD, PAM (2013). *Le coût de la faim en Afrique: incidences socioéconomiques de la dénutrition infantile en Égypte, en Éthiopie, en Ouganda et au Swaziland*. CEA, Addis-Abeba.

CEA, NEPAD (2013). *Mobilizing Domestic Financial Resources for implementing NEPAD National and Regional Programmes and Projects—Africa Looks within*. CEA, Addis-Abeba.

CUA (2013). *Projet de pacte de l'Union africaine pour l'emploi des jeunes et des femmes en Afrique, neuvième session ordinaire de la Commission du travail et des affaires*. Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba.

CNUCED (2013a). *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013*. Genève, 2013.

——— (2013b). *Rapport sur le développement en Afrique 2013*, Genève, 2013.

———.(2013c). *Base de données UNCTADStat*. Site consulté en novembre 2013, à <http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx>.

EIU (Economist Intelligence Unit). 2013. *Economist Intelligence Unit Database*. <http://data.eiu.com> [site consulté en décembre 2013]

FMI (2013). *Perspectives de l'économie mondiale: Transitions et tensions*. World Economic and Financial Surveys, octobre 2013. FMI, Washington, DC.

Karl, Kurt (2012) “Re-Insurance in Sub-Saharan Africa: gearing up for strong growth”. Présentation de la Suisse faite à la réunion de l’Organisation des assurances africaines, 2 octobre 2012, Île Maurice.

Kwadwo Asenso-Okyere, Catherine Chiang, Paul Thangata, and Kwaw S. Andam (2011). “Interactions between health and farm labor productivity”, Insitut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), WashingtonDC.

Mevel, S., et S. Karingi, 2012. Deepening Regional Integration in Africa: A Computable General Equilibrium: Assessment of the Establishment of a Continental Free Trade Area followed by a Continental Customs Union.Exposé présenté à la Conférence économique africaine 2012,30 octobre– 2 novembre 2012. Kigali.

Mohamed, H. 2012. Au dix huitième Forum africaine et à la celebration du quarantième anniversaire de déclaration de M. Hassan El Sayed Mohamed, Président de l’Organisation de l’assuraance africaine (AAA), Balaclava (Maurice). Organisation des assurances africaines.octobre 2012.

Mohamed, H. 2013. à la cérémonie d’ouverture de la 40 ème Conférence et à l’Assemblée générale annuelle de la CAA”, Le Caire (Égypte). OAA, mai 2013.

Mubila, M., L. Lannes, et Ben. M.S. 2012. “Income Inequality In Africa” Note d’information No. 5. Banque africaine de développement, Tunis.

OCDE (2011). *Panorama des statistique de l’OCDE 2011-2012: Statistiques dur l’économie, l’environnement et la société*, OCDE, Paris. Disponible sur <http://www.oecd-library.org/content/book/factbook-2011-en>.

Ogalo, V. 2010.*Informal cross-border trade in EAC: Implications for Regional Integration and Development*. CUTS African Resource Centre, Nairobi.

OIT (2013a). *Tendances mondiales de l’emploi 2013: Surmonter une nouvelle crise de l’emploi*.BIT, Genève.

——— (2013b).*Tendances mondiales de l’emploi 2013*. BIT, Genève.

———(2013c). *les indicateurs clés du marché du travail (KILM)*, septième édition. Disponible à http://www.ilo.org/empelm/pubs/WCMS_114060/lang--en/index.htm. Site consulté en octobre2013.

ONU (Département des affaires économiques et sociales, 2014. *LINK Global Economic Outlook*.New York.

Nations Unies (2012). *Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement 2012*. New York

Nations Unies (2013). *Un nouveau partenariat mondial: éradiquer la pauvreté et transformer les économies par le biais du développement durable, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d’étudier le programme de développement pour l’après-2015*. New York.

ONU-Femmes. 2010. *Unleashing the Potential of Women Informal Cross Border Traders to Transform Intra-African Trade*. ONU-Femmes, New york.

Ortiz I. et M. Cummins (2011). "Global Inequality: Beyond the Bottom Billion" UNICEF, New York.
PNUD (2013). *Rapport sur le développement 2013*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

Stiglitz, J. et R. Hamid (2013). Sub-Saharan Africa's Sub-Prime Borrowers, Project Syndicate, the World's Opinion Page disponible à <http://www.project-syndicate.org/commentary/sub-saharan-africa-s-subprime-borrowers-by-joseph-e--stiglitz-and-hamid-rashid> et http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action;jsessionid=7A209A32A9B3DB7688C535CE26E3BDE9?newsId=319292&columnistId=0

Sy Amadou, N.R. (2013). *First Borrow*. Finance & Development, juin 2013, Vol. 50, No. 2

UNESCO (2011). *L'UNESCO et l'éducation—Toute personne a le droit à l'éducation*. UNESCO, Paris.

_____ (2012). *Le Recueil de données mondiales sur l'éducation, focus sur l'éducation secondaire*. UNESCO, Paris.